

Extrait du Spyworld Actu

<http://ks3094133.kimsufi.com/spip.php?article8202>

Paris présente un agenda ambitieux pour la défense européenne

- Défense - International -



Date de mise en ligne : mardi 8 juillet 2008

Spyworld Actu

En organisant, lundi 7 juillet, un séminaire sur les relations entre l'Union européenne et l'Alliance atlantique, le gouvernement français avait pour objectif de montrer à ses partenaires européens que la relance de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) constitue l'une des priorités de sa présidence de l'UE, entamée le 1er juillet.

Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères, a présenté un catalogue de projets qui peuvent se réaliser, selon lui, en dépit des incertitudes sur le traité de Lisbonne, et a rappelé dans quelles conditions la France pourrait rejoindre la structure militaire intégrée de l'OTAN.

Paris affiche ainsi ses bonnes intentions, lesquelles ne préjugent pas des résultats qui seront obtenus lors du sommet européen de décembre. L'important, à ce stade, est l'effet d'annonce. Rares sont les diplomates européens qui croient que des progrès significatifs en matière de défense européenne pourront être enregistrés au terme d'une présidence qui dispose de quatre mois effectifs de travail, et alors que la France, du fait de cette responsabilité, devra rechercher le consensus. M. Kouchner a souligné qu'il s'agit de renforcer concrètement les capacités militaires et civiles disponibles en Europe, et surtout pas de créer une "armée européenne, pas plus, a-t-il noté, qu'il existe une armée de l'OTAN".

Le ministre des affaires étrangères a fixé un objectif ambitieux "pour la décennie à venir", que plusieurs diplomates qualifient en privé d'irréaliste. Selon Bernard Kouchner, l'UE devrait notamment avoir la capacité de mener "en même temps" : "deux opérations militaires importantes de stabilisation et de reconstruction, jusqu'à 10 000 hommes, pendant une durée d'au moins deux ans" ; "deux opérations de réaction rapide, limitées dans le temps, utilisant les groupements tactiques" ; "une opération d'évacuation d'urgence de ressortissants européens".

Ce catalogue se poursuit : "Une mission de surveillance ou d'interdiction maritime ou aérienne, dans une zone où nos intérêts sont mis en cause" ; "une opération civilo-militaire d'assistance humanitaire pouvant durer 90 jours" ; "une dizaine de missions civiles (de type police/justice) de taille variable, dont une plus importante et plus durable"...

Jaap de Hoop Scheffer, secrétaire général de l'OTAN, et Javier Solana, haut représentant de l'Union pour la politique extérieure, se sont félicités de cette ambition française, sans cacher la somme de difficultés, politiques et militaires, qui se dressent sur le chemin.

LA QUESTION TURQUE

Il y a quelques jours, le chef de la diplomatie britannique, David Miliband, avait fait de même, expliquant que les priorités de la présidence française "rejoignent étroitement" celles de la Grande-Bretagne pour l'UE. Il avait salué la volonté de Nicolas Sarkozy de favoriser le retour de la France dans la structure militaire intégrée de l'OTAN.

Javier Solana et Jaap de Hoop Scheffer ont insisté sur la nécessité d'améliorer la coopération entre l'UE et l'OTAN, deux organisations qui se retrouvent de plus en plus souvent sur les mêmes théâtres d'opérations (Bosnie, Kosovo, Afghanistan, Tchad-Darfour). Or, ont-ils constaté, même si une approche pragmatique tend à s'imposer, les consultations réciproques sont rares. Plusieurs intervenants ont souligné que l'un des facteurs qui empêche de renforcer le lien entre les deux organisations de sécurité est la question turque.

Ankara bloque en effet la relation UE-OTAN, en raison de ses relations difficiles avec l'Europe sur la question de son adhésion, ainsi que sur le différend à propos de Chypre. La perspective du retour de la France dans la structure militaire intégrée de l'OTAN est en revanche considérée par ses partenaires de l'Alliance comme un élément positif

Paris présente un agenda ambitieux pour la défense européenne

pour normaliser la relation transatlantique. Selon un haut diplomate européen, Washington a donné son "feu vert" à la PESD. D'autres insistent sur le caractère très aléatoire de ce soutien américain, qui émane d'une administration Bush en fin de mandat.

Post-scriptum :

<http://www.lemonde.fr/l-europe-a-l-...>